



Assemblée générale  
Conseil de sécurité

Distr.  
GÉNÉRALE

A/49/911  
S/1995/450  
1er juin 1995  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
Quarante-neuvième session  
Point 15 c) de l'ordre du jour  
ÉLECTIONS AUX SIÈGES DEVENUS VACANTS  
DANS LES ORGANES PRINCIPAUX :  
ÉLECTION D'UN MEMBRE DE LA COUR  
INTERNATIONALE DE JUSTICE

CONSEIL DE SÉCURITÉ  
Cinquantième année

Curriculum vitae des candidats présentés par  
les groupes nationaux

Note du Secrétaire général

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION . . . . .	2
II. CURRICULUM VITAE . . . . .	3
A. Luigi FERRARI BRAVO . . . . .	3
B. Mehmet GUNEY . . . . .	12
C. Pieter Hendrik KOOIJMANS . . . . .	16
D. Santiago TORRES BERNARDEZ . . . . .	27

## I. INTRODUCTION

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité les curriculum vitae des candidats présentés par les groupes nationaux pour pourvoir un siège devenu vacant à la Cour internationale de Justice par suite du décès de M. Roberto Ago (Italie), survenu le 24 février 1995. Les noms des candidats présentés pour cette élection ont été publiés dans le document A/49/910-S/1995/449. La composition de la Cour et les procédures de vote en vigueur à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité figurent dans un mémorandum du Secrétaire général publié sous la cote A/49/909-S/1995/448.

## II. CURRICULUM VITAE

### A. Luigi FERRARI BRAVO

Né à Naples le 5 août 1933

Études universitaires à Naples  
Docteur en droit, cum laude, mars 1956

#### ACTIVITÉS UNIVERSITAIRES

- 1956-1961     Assistant de droit international à la Faculté de droit de  
                 l'Université de Naples
- 1961           Libero docente en droit international
- 1961-1965     Chargé de cours d'organisation internationale à la Faculté de droit  
                 à l'Université de Bari
- 1965-1968     Chargé de cours de droit international à l'Université de Bari
- 1962-1968     Chargé de cours de droit international à l'Istituto Universitario  
                 Orientale de Naples
- 1968-1974     Professeur titulaire de droit international à la Faculté de droit  
                 de l'Université de Bari; Directeur de l'Institut de droit  
                 international de ladite faculté
- 1974-1979     Professeur titulaire d'organisation internationale à l'Istituto  
                 Universitario Orientale de Naples
- 1975-1976     Doyen de la Faculté de sciences politiques de l'Istituto  
                 Universitario Orientale de Naples
- 1965-1979     Professeur de droit communautaire à l'École supérieure  
                 d'administration publique (Rome); professeur titulaire à compter  
                 de 1975
- 1979-1982     Professeur titulaire de droit communautaire à la Faculté de  
                 sciences politiques de l'Université de Rome
- 1982-1991     Professeur titulaire de droit international public à ladite faculté
- Depuis 1991   Professeur titulaire de droit communautaire à la Faculté de droit  
                 de l'Université de Rome

#### AFFILIATIONS ET NOMINATIONS UNIVERSITAIRES ET SCIENTIFIQUES

En 1971, a enseigné le droit international à l'Université nationale de Somalie  
(Mogadishu)

/...

En 1975 et en 1982, a enseigné à l'Académie de droit international de La Haye

À plusieurs reprises, a enseigné le droit international à l'Institut diplomatique du Ministère italien des affaires étrangères

Coordonnateur (1965-1981) du Groupe de recherche établi par le Conseil national de recherche (Société italienne pour l'organisation internationale et Ministère des affaires étrangères) pour la publication du recueil "Il contributo dell'Italia alla formazione delle consuetudini internazionali" (La contribution de l'Italie à la formation des coutumes internationales), sept tomes parus

Membre du Comité de rédaction des Commentaires au Traité portant création de la CEE et au Traité portant création de la CECA (ed. Giuffré, Milan, 1965 et 1970)

Membre du Comité de rédaction des Cahiers de droit européen (Bruxelles)

Membre du Comité scientifique de la Rivista di diritto internazionale (Rome)

Directeur de l'Italian Yearbook of International Law

Membre du Comité de rédaction du German Yearbook of International Law

Rédacteur en chef de La Comunità Internazionale

Membre du Conseil d'administration et Secrétaire général de la Société italienne pour l'Organisation internationale (SIOI)

Associé de l'Institut de droit international

Membre de : International Law Association, American Society of International Law, Association italienne pour le droit comparé, Association italo-allemande des juristes, Institut d'affaires internationales (Rome), Association italienne pour l'arbitrage, Société française de droit international (Paris)

#### ACTIVITÉS ET AFFILIATIONS INTERNATIONALES

Vice-Président du Comité des relations internationales, Conseil national de la recherche (1974-1981).

Membre du Conseil exécutif de la Fondation européenne de la science (Strasbourg, 1975-1981).

Membre de la Commission nationale italienne pour l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Membre du Comité scientifique, recherche sur l'évolution des organisations internationales, dirigée par la Société italienne pour l'organisation internationale et l'Institut de hautes études internationales de Genève, et financée par les Conseils de la recherche italien et suisse

Membre du Comité juridique du Comité olympique italien

ACTIVITÉS À L'ONU ET AUTRES ACTIVITÉS INTERNATIONALES EN TANT QUE MEMBRE DE LA DÉLÉGATION ITALIENNE

Représentant de l'Italie au Séminaire des Nations Unies sur les droits économiques et sociaux (Varsovie, 1967)

Expert italien à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme (Téhéran, 1968)

Première, deuxième, troisième et quatrième Conférences européennes des facultés de droit (Strasbourg, 1968, 1971, 1974 et 1976). Président du Comité aux deuxième et troisième conférences. Représentant de l'Italie au Comité préparatoire de ces conférences

Représentant de l'Italie aux sessions de 1973 et de 1974 du Comité spécial des Nations Unies pour la définition de l'agression

Membre de la délégation italienne à la Conférence diplomatique de Genève sur le droit humanitaire (1975-1977)

Chef de la délégation italienne au Comité de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation (1975-1983)

Représentant de l'Italie aux sessions du Groupe de travail spécial sur les pratiques corruptrices des sociétés multinationales (1976-1979)

Représentant de l'Italie au Comité spécial sur le renforcement du principe du non-recours à la force dans les relations internationales (1978-1983)

Président de la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies (1978-1979)

Représentant de l'Italie au Comité ad hoc des Nations Unies pour la rédaction d'une convention contre la prise d'otages (1979)

Représentant de l'Italie au Comité spécial des Nations Unies pour l'élaboration d'une convention contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires (1982 et 1983). Vice-Président du Comité et Président de l'un des groupes de travail

Représentant de l'Italie au Groupe de travail de la Sixième Commission de l'Assemblée générale sur la protection des personnes soumises à toute forme de détention ou d'emprisonnement et Président du Groupe de travail (1982 et 1983)

Membre de la délégation italienne à la Conférence de réexamen du Traité sur la dénucléarisation des fonds des mers (Genève, 1977 et 1983)

Représentant de l'Italie au Groupe intergouvernemental pour la rédaction d'un code de conduite des sociétés transnationales (de la huitième à la dix-septième session, 1980 et 1982)

Représentant de l'Italie à la Commission des Nations Unies pour les sociétés transnationales (1980 et 1983)

Représentant de l'Italie à la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (treizième et quinzisième sessions, 1980 et 1982)

Nommé, par le Gouvernement italien, membre du Groupe de conciliateurs prévu à l'annexe à l'article 66 de la Convention de Vienne sur le droit des Traités

Conseiller juridique à la Mission permanente de l'Italie auprès de l'Organisation des Nations Unies (New York, 1981-1984)

Conseiller juridique à la Mission permanente de l'Italie auprès des organisations internationales à Genève (1984-1985)

Chef de la délégation italienne à la Conférence de codification sur les traités entre États et organisations internationales (Vienne, 1986)

Membre du Comité spécial de l'OMI pour la répression des actes illicites contre la navigation maritime (1987)

Chef de la délégation italienne à la Conférence de l'OMI (Rome, mars 1988).  
Président de ladite conférence

Agent du Gouvernement italien devant la Cour de justice des Communautés européennes (1985-1994)

Agent du Gouvernement italien devant la Commission européenne et la Cour européenne des droits de l'homme des Communautés (1985-1994)

Agent du Gouvernement italien devant la Cour internationale de Justice dans l'affaire Elettronica Sicula (ELSI) (États-Unis d'Amérique c. Italie, arrêt du 20 juillet 1989)

Secrétaire général du Forum de Sienne sur le droit international de l'environnement (1990) convoqué par le Sommet des sept pays les plus industrialisés

Membre du Groupe italien à la Cour permanente d'arbitrage

Chef de la délégation italienne à la réunion de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (La Valette) sur le règlement pacifique des différends (1991). Membre du mécanisme institué par ladite réunion

Membre du Groupe de conciliateurs de la CSCE, mécanisme sur la dimension humaine, Déclaration de Moscou (1991)

Chef du Département juridique du Ministère italien des affaires étrangères (1er septembre 1985-31 décembre 1994)

Membre du Conseil d'administration d'UNIDROIT (1990-1994)

Président d'UNIDROIT (depuis le 1er janvier 1995)

#### CONGRÈS ET RECHERCHES À L'ÉTRANGER

Rapporteur au Colloque de Bruges organisé par le Collège d'Europe sur l'"Entreprise publique et la concurrence" (1969)

Rapporteur italien au IVe Congrès de la Fédération internationale pour le droit européen sur le sujet : "La jurisprudence européenne après 20 ans d'expérience communautaire" (Luxembourg, 1973)

Rapporteur au IXe Congrès international des établissements de formation des hauts fonctionnaires sur le sujet : "Détermination des besoins en matière de formation permanente et des fonctionnaires nationaux, notamment pour leur participation aux négociations internationales"

Rapporteur au Xe Colloque européen, organisé par le Conseil de l'Europe, sur le sujet "La recherche scientifique et le droit" (Liège, 1980)

#### DIVERS

A donné des conférences dans des universités et institutions scientifiques de plusieurs pays (Argentine, Belgique, Canada, États-Unis d'Amérique, Pérou, République fédérale d'Allemagne, Suisse)

Est membre du Barreau italien, habilité à plaider devant la Cour suprême

Parle couramment le français et l'anglais. A une bonne connaissance de l'espagnol et de l'allemand

#### PRINCIPALES PUBLICATIONS

"Le controversie in materia d'impiego pressi enti internazionali e la giurisdizione italiana" (Les controverses en matière d'emploi auprès des institutions internationales et la juridiction italienne dans Rivista di Diritto Internazionale, 1956.

"La prova nel processo internazionale" (La preuve dans le procès international), Naples, Jovene, 1958.

"La questione dell'Africa sud-occidentale" (La question de l'Afrique du Sud-Ouest) dans Diritto Internazionale, 1960.

"Gli effetti delle condanne penali nel diritto internazionale privato italiano" (Les effets des condamnations pénales en droit international privé italien) dans Rivista di diritto internazionale, 1960.

"Il luogo di commissione dell'illecito nel diritto internazionale privato" (Locus commissi delicti en droit international privé) dans Rivista di Diritto Civile, 1961.

"Aspetti generali della disciplina della responsabilità per fatto illecito nel diritto internazionale privato" (Aspects fondamentaux de la réglementation de la responsabilité délictuelle en droit international privé) dans Annuali della Facoltà di giurisprudenza dell'Università di Bari, vol. XVII, 1963.

"Note in margine alla recente sentenza della Corte Internazionale di Giustizia nel caso dell'Africa Sud-occidentale" (Notes en marge du récent arrêt de la Cour internationale de Justice dans les affaires de l'Afrique du Sud-Ouest) dans Rivista di diritto internazionale, 1963.

"L'opera delle Nazioni Unite e degli Istituti specializzati nella lotta contro le discriminazioni" (L'oeuvre des Nations Unies et des Institutions spécialisées dans la lutte contre la discrimination) dans Diritto dell'uomo e Nazioni Unite, Padoue, 1963.

Diritto internazionale e diritto interno nella stipulazione dei Trattati (Droit international et droit national dans la conclusion des Traités), Naples, Morano, 1964.

"Le operazioni finanziarie degli enti internazionali (Banca Mondiale, SFI, IDA)" (Les transactions financières des institutions internationales (Banque mondiale, Société financière internationale, Association internationale de développement), dans Annuario di diritto internazionale, 1965.

Problèmes d'interprétation de l'article 177 du Traité CEE (Questions concernant l'interprétation de l'article 177 du Traité CEE) dans Comunicazioni e studi dell'Istituto di diritto internazionale e Stranjero dell'Università di Milano – vol. XII, 1966.

Commentaires des articles 177, 219 et 235 du Traité CEE dans Trattato istitutivo della Comunità Economica Europea, commentaire dirigé par Rolando Quadri, Riccardo Monaco, Alberto Trabucchi, Milan, Giuffrè, 1965.

"Natura giuridica dell'adesione degli accordi internazionali" (Nature juridique de l'adhésion aux accords internationaux), dans Annuario di diritto internazionale, 1966.

F. Capotorti, B. Conforti, L. Ferrari Bravo et B. Starace, La giurisprudenza italiana di diritto internazionale privato e processuale (La jurisprudence italienne en matière de conflits de lois et de conflits de juridictions), Repertorio 1942-1966, Leonardo da Vinci, Bari, 1967.

L'issue de l'Affaire Costa c. ENEL – Observations sur l'arrêt du Conciliatore de Milan du 4 mai 1966, dans Cahiers de droit européen, 1967.

Les incidences des règles de concurrence et de l'article 222 sur les possibilités de nouvelles nationalisations ou socialisations de secteurs économiques, Bruges, De Tempel, 1968.

Nazionalizzazione e Mercato Comune (Nationalisations et Marché commun), dans Annuario di diritto internazionale, 1967-1968.



Observations sur l'arrêt du Conciliatore de Milan du 2 janvier 1967 dans Cahiers de droit européen, 1969.

Commentaires des articles 41 et 87 du traité CECA dans Trattato Istitutivo della Comunità Europea del carbone e dell'acciaio, (Traité instituant la CECA); Commentaires dirigés par Rolando Quadri, Riccardo Monaco, Alberto Trabucchi, Giuffré, Milan, 1970.

"La Conferenza Europa delle facoltà giuridiche" (La Conférence européenne des facultés de droit) dans Rivista di diritto internazionale, 1971.

Responsabilità civile e diritto internazionale privato (Responsabilité civile et droit international privé), Naples, Jovene, 1973.

"European Communities and the Italian Legal Order" (Les Communautés européennes et l'ordre juridique italien) dans Multitudo Legum ius unum, Berlin, 1973.

"Organizzazioni internazionali" (Organisations internationales), dans Enciclopedia Feltrinelli - Fischer, Sezione Scienze Politiche, vol. 2 (Relazioni Internazionali) (Encyclopédie Feltrinelli Fischer Section Sciences Politiques - Tome 2 (Relations Internationales), 1973.

Jurisprudence sur les problèmes généraux de l'intégration dans Kölner Schriften zum Europarecht, 1974 (Actes du VI Congrès de la FIDE).

Les procédés nationaux de mise en vigueur des obligations souscrites et des accords conclus par les gouvernements, (avec A. Giardina) dans Associazione Italiana di Diritto comparato, Rapporti italiani al XI Congresso Internazionale di diritto comparato, Milan, 1974.

"Schema della disciplina dei trattati internazionali" (Schéma du droit des Traités) dans Istituto Diplomatico: Corso di preparazione al concorso diplomatico. Testi, 1974.

"Lezioni di diritto internazionale 1" (Cours de droit international, I); Libreria Scientifica Editrice, Naples, 1974 (IIe ed., 1986).

"Poteri della Commissione CEE e suo ruolo nello sviluppo dell'integrazione europea (1974)" dans Tavole Rotonde di diritto comunitario promosse da G. Biscottini, Raccolta delle relazioni scritte, Vol. 1 (1967-1977) (Pouvoirs de la Commission CEE et son rôle, dans le développement de l'intégration européenne) (1974) dans Tables Rondes de droit communautaire tenues sous les auspices de G. Biscottini, Recueil des rapports, Tome I (1967-1977) Milan 1980.

"I decreti ingiuntivi italiani e la Corte Comunitaria" (Les décrets d'injonction italiens et la Cour de Justice des Communautés) dans Foro italiano, 1975, III (aussi dans Études en l'honneur de G. Morelli, Milan, 1976).

Les rapports entre contrats et obligations délictuelles en droit international privé dans Recueil des Cours de l'Académie de droit international, 1975, III.

"I vertici, il Consiglio Europeo ed il difficile equilibrio fra Consiglio e Parlamento Europeo" dans Atti del Convegno di Milano del 2-3 marzo 1979, indetto dall'Università Cattolica del Sacro Cuore (Les "sommets", le Conseil européen et l'équilibre difficile entre le Conseil des ministres et parlement européen, dans Actes du Congrès tenu à Milan le 2 et 3 mars 1979 sous les auspices de l'Université catholique.

"Aspetti tecnici dell'adesione delle Comunità Europee alla Convenzione europea dei diritti dell'uomo" (Aspects techniques de l'adhésion des communautés européennes à la Convention européenne des droits de l'homme) dans Rivista di diritto europeo, 1979, p. 308 et suiv. et dans Italia e diritti umani Padoue, 1982.

Aspects internationaux du contrôle de la recherche scientifique, dans Actes du Xe Colloque européen, Liège, 1980.

Nombreux chapitres du Tome premier ("La recherche de l'Union politique européenne"), p. 41-56; "Le Parlement européen" p. 93-114; "La Convention", p. 116-136; "Le Conseil des ministres" p. 137-146; "Les organes de la coopération politique" p. 177-184, du Manuale di Diritto della Comunità Europee diretto da Pennacchini, Monaco, Ferrari Bravo Torino UTET 1983.

International Law and Municipal Law: The Complementarity of Legal System (Droit international et droit national : la complémentarité des systèmes juridiques) dans McDonald et Johnston (ed.), The structure and process of International Law, The Hague, Nijhoff 1983, p. 715 et suiv.

"All'origine della ricerca sulla consuetudine internazionale". Réflexions sur la pratique diplomatique des États) dans Studi in onore di G. Sperduti, Milan, 1984, p. 15.

Méthodes de recherche de la coutume internationale dans la pratique des États – Dans Recueil des cours de l'Académie de droit international, 1985, iii, vol. 192.

Quelques réflexions sur les rapports entre droit constitutionnel et droit international en matière de stipulation de traités dans Studi in onore di R. Ago (Études en l'honneur de R. Ago) 1987, 1, 273 ss.

"Accordi internazionali" (Accords internationaux) dans Encyclopédie juridique Treccani – Rome, 1989.

"Adesione" (Adhésion), ibidem.

La Cour de justice et les frontières de la fonction juridictionnelle communautaire – dans Actes de la Conférence sur le "Marché commun, public et privé en Europe", Milan, 1990.

"Peaceful settlement of disputes in Europe in the year 200 and beyond" (Le règlement pacifique des différends en Europe en l'an 2000 et outre), in La Comunità Internazionale, 1990.

Perspectives d'un règlement pacifique des différends dans "Europe pour l'année 2000 et au-delà" – Acte du Colloque de l'Académie de droit international, 1990, Nijeroff 1992.

Lezioni di diritto delle Comunità Europea (Cours de droit des Communautés Européennes), Editoriale Scientifica, Naples, 1992.

(avec V. Rizzo) Codice dell'Unione Europea (Code de l'Union européenne), Giuffré ed., Milan, 1994.

"National constitutions and supranational law", dans The relationship between international and domestic law – Council of Europe, 1994 p. 79 et suiv.

Difficultés et perspectives de la Nouvelle Europe, dont la CSCE : Dimension humaine et règlement des différends, Paris Montchrestien, 1994.

Plusieurs comptes rendus, rapports et discours à l'occasion de conférences, tables rondes, etc.; traduction de l'allemand d'essais juridiques dans Diritto Internazionale, 1963, (Droit international 1963, p. 50 et suiv. et p. 215 et suiv. et dans Annuario di diritto internazionale 1966 (Annuaire de droit international, 1966, p. 1 et suiv.), etc.

B. Mehmet GUNEY

Né le 3 mai 1936, à Siirt (Turquie)  
Marié; trois enfants

ÉTUDES

Pertevniyal Lyceum, Istanbul, 1954

Diplômé, lauréat, faculté des sciences politiques, Université d'Ankara

Diplômé, faculté de droit, Université d'Ankara

Diplôme de l'Institut d'administration publique pour la Turquie et le  
Moyen-Orient

Diplôme du Centre universitaire européen de Nancy (France), en droit et sciences  
économiques

ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES

Assistant administratif au Cabinet du Gouverneur d'Ankara	1959-1964
Avocat, membre du barreau d'Ankara	Depuis 1964
Conseiller juridique Ministère des affaires étrangères, Ankara	1964-1970
Conseiller aux affaires juridiques, Mission permanente de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York	1970-1975
Conseiller juridique principal Ministère des affaires étrangères, Ankara	1975-1977
Conseiller aux affaires juridiques Ambassade de Turquie à La Haye	1977-1979
Conseiller aux affaires juridiques, Mission permanente de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York	1980-1982
Adjoint au Conseiller juridique en chef Ministère des affaires étrangères, Ankara	1982-1985
Juge au Tribunal européen de l'énergie nucléaire, Paris	1984-1989
Conseiller juridique en chef Ministère des affaires étrangères, Ankara	1985-1989
Ambassadeur de Turquie à Cuba	1989-1993

Élu par l'Assemblée générale des Nations Unies comme membre de la Commission du droit international	1er janvier 1992- 31 décembre 1996
Ambassadeur de Turquie à Singapour	1993 à ce jour

#### ACTIVITÉS INTERNATIONALES

Membre suppléant de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (1968)

#### A représenté la Turquie dans les instances suivantes :

Neuvième session (mars 1968), dixième session (novembre 1968) et douzième session (décembre 1969) du Comité européen de coopération juridique

Première session (novembre 1969) et deuxième session (mars 1970) du Sous-Comité du Comité européen de coopération juridique

Deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités (Vienne, avril-mai 1969)

Première session extraordinaire de la Commission des stupéfiants (Genève, janvier 1970)

Comité du projet de convention sur le contrat de voyage (Strasbourg, mars 1970)

Comité spécial chargé d'un échange de vues sur le rapport de la troisième session de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) (Strasbourg, mars 1970)

Chef de la délégation turque à la Conférence diplomatique sur le contrat de voyage (Bruxelles, avril 1970)

Chef de la délégation turque aux dix-huitième (New York, mars 1971) et dix-neuvième (New York, mars 1973) sessions extraordinaires de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)

Colloque organisé par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) sur le règlement pacifique des différends (New York, juin 1973)

Vingt-cinquième, vingt-sixième, vingt-huitième, vingt-neuvième, trentième, trente-troisième, trente-cinquième, trente-sixième, trente-huitième, trente-neuvième, quarantième, quarante et unième, quarante-quatrième, quarante-cinquième, quarante-sixième, quarante-septième, quarante-huitième et quarante-neuvième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies et représentant à la Sixième Commission (juridique) de l'Assemblée

Vingt-huitième session de la Commission des droits de l'homme (New York, 1971)

Comité spécial du terrorisme international (New York, juillet-août 1973)

Vice-Président de la vingtième session extraordinaire de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) (Rome, août-septembre 1973)

Conférence internationale sur le droit aérien (Rome, août-septembre 1973)

Troisième, quatrième, cinquième et sixième sessions (New York-Genève, 1971-1974) du Comité spécial pour la définition de l'agression

Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation (février-mars 1981 et février-mars 1982)

Chef de la délégation turque à la Conférence des Nations Unies sur la représentation des États dans leurs relations avec les organisations internationales (Vienne, février-mars 1975)

Représentant à la Conférence des Nations Unies sur l'eau (Mar del Plata, mars 1973)

Première (New York, décembre 1973), troisième (Genève, mars-avril-mai 1975), quatrième (New York, mars-avril-mai 1976), cinquième (New York, août-septembre 1976), sixième (New York, mai-juin-juillet 1977), septième (Genève, avril-mai 1978; New York, août-septembre 1978), huitième (Genève, mars-avril 1979; New York, juillet-août 1979), neuvième (New York, mars-avril 1980), dixième (New York, mars-avril 1981; Genève, août 1981) et onzième (New York, mars-avril 1982) sessions de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer

Comité d'experts sur la Conférence des Nations Unies sur la succession d'États en matière de traités - Conseil de l'Europe (Strasbourg, juin 1978)

Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales (New York, avril-mai 1980)

Comité spécial sur les aspects juridiques de l'asile territorial et les réfugiés (Strasbourg, mars 1979)

Dix-neuvième session du Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif (New York, novembre 1979)

Première (New York, janvier-février 1981) et deuxième (New York, janvier-février 1982) sessions du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires

Représentant à la Conférence des Nations Unies sur la succession d'États en matière de biens, archives et dettes d'État (Vienne, 1er mars-8 avril 1983)

Chef de la délégation turque à la deuxième Conférence des Parties chargée de l'examen du Traité interdisant de placer des armes nucléaires et d'autres armes

de destruction massive sur le fond des mers et des océans ainsi que dans leur sous-sol (Genève, septembre 1983)

Arbitre inscrit au Centre régional d'arbitrage commercial du Caire depuis 1985

Chef de la délégation turque à la réunion d'experts de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) chargés de poursuivre l'examen et l'élaboration d'une méthode généralement acceptable de règlement pacifique des différends en vue de compléter les méthodes existantes (Athènes, mars-avril 1984)

Rapporteur de la Sixième Commission à la trente-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies

Juge au Tribunal européen de l'énergie nucléaire (6 juin 1984-6 juin 1989)

Conférence des Nations Unies pour l'adoption d'une convention contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes (Vienne, 25 novembre-20 décembre 1988)

Chef de la délégation turque au huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (La Havane, 27 août-7 septembre 1990)

Membre du Groupe international d'arbitres accrédités au Centre international d'arbitrage de Singapour depuis 1993

Vingt-quatrième (Katmandou, janvier 1985) et trente-troisième (Tokyo, janvier 1994) sessions du Comité consultatif juridique africano-asiatique

Négociations menées au nom du Gouvernement turc :

Négociations entre la Turquie et la Grèce sur le plateau continental de la mer Égée (1975-1979)

Négociations entre la Turquie et la Grèce sur l'espace aérien de la mer Égée (Paris, novembre 1976)

Négociations entre la Turquie et la Bulgarie sur les problèmes de détermination du tracé de la frontière à l'embouchure du fleuve Mutludere (Rezovska) et la délimitation des eaux de la baie de Mutludere (Rezovsky), de la mer territoriale et du plateau continental (Sofia, mai-juin 1984)

LANGUES

Français  
Anglais  
Espagnol

C. Pieter Hendrik KOOIJMANS

Né le 6 juillet 1933

Licencié en économie : 1955

Maîtrise de droit (avec mention) : 1957

Doctorat en droit, Université libre d'Amsterdam (avec mention) : 1964

Expérience professionnelle

1965-1973	Professeur de droit international public et de droit européen, Université libre d'Amsterdam
1973-1977	Secrétaire d'État aux affaires étrangères
1978-1992	Professeur de droit international public, Université de Leyde
1993-1994	Ministre des affaires étrangères
1995-	Professeur de droit international public, Université de Leyde

Fonctions actuelles

Président du Conseil d'administration de la Fondation Carnegie

Président du Conseil d'administration de l'Académie de droit international de La Haye

Président du Conseil d'administration de l'Agence néerlandaise pour les secours en cas de catastrophe

Président du Conseil de contrôle de la Fondation néerlandaise pour les réfugiés

Président de la Fondation néerlandaise (établie par tous les partis politiques) pour l'aide à la nouvelle Afrique du Sud

Président du Comité des affaires étrangères du Parti démocrate chrétien

Membre du Comité directeur du Groupe de gestion des crises internationales

Membre du Comité de rédaction de la Netherlands International Law Review

Membre et ancien Président de la section néerlandaise de l'Association de droit international

Membre associé de l'Institut de droit international



Membre du Comité consultatif pour les questions de droit international  
(Ministère des affaires étrangères)

Membre du Conseil consultatif pour les questions de paix et de sécurité  
(Ministères des affaires étrangères et de la défense)

Fonctions antérieures

Membre de la délégation des Pays-Bas à l'Assemblée générale des Nations Unies (1967, Sixième Commission), Vice-Président (1973-1977), Président (1993)

Chef de la délégation des Pays-Bas à diverses sessions de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1974-1977), à la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération (1975), à la Conférence diplomatique de Genève sur le droit humanitaire applicable aux conflits armés (1975) et à la Conférence des Nations Unies sur l'apartheid (1977)

Chef de la délégation des Pays-Bas à la Commission des droits de l'homme (1982-1985; 1992)

Président de la Commission des droits de l'homme (1984-1985)

Rapporteur spécial pour les questions concernant la torture de la Commission des droits de l'homme

Membre de diverses missions de l'Organisation des Nations Unies et de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe dans l'ex-Yougoslavie (1991 et 1992)

Vice-Président du Parti évangélique ARP (fusionné avec deux autres partis en 1980 pour devenir le Parti démocrate chrétien)

Président du Conseil de l'Institut international d'études sociales (Institut d'études avancées sur les questions de développement)

Président du Conseil de l'Institut néerlandais des questions relatives à la paix

Vice-Président de la Commission consultative pour les questions relatives aux étrangers (organe quasi judiciaire du Ministère de la justice)

Président du Comité consultatif pour les questions de désarmement (Ministère des affaires étrangères)

Membre du Conseil consultatif pour la défense (Ministère de la défense)

Membre de diverses commissions consultatives sur la codification du droit des étrangers et des réfugiés (Ministère de la justice)

Chargé de cours à l'Académie de droit international de La Haye (1976 et 1991)

Publications

1962

De blokkade van Cuba en het volkenrecht (Le blocus de Cuba et le droit international), Antirevolutionaire Staatkunde, 1962, vol. 32, p. 295 à 305.

1963

De Staten-Generaal en het bestuur der buitenlandse betrekkingen (Les États généraux et la gestion des relations extérieures), Antirevolutionaire Staatkunde, 1963, vol. 33, No 13, p. 364 à 372.

1964

La doctrine de l'égalité juridique des États. Analyse des fondements du droit international, thèse, Université libre d'Amsterdam, A. W. Sijthoff, Leyde, 1964 (257 pages).

1965

Volkenrecht en Sociale Gerechtigheid: een Peiling (Aperçu de droit international et de justice sociale), allocution inaugurale, Université libre d'Amsterdam, A. W. Sijthoff, Leyde, 1965 (30 pages).

Europa ontwapend: tot welke prijs? (Le désarmement de l'Europe : à quel prix?), Antirevolutionaire Staatkunde, 1965, vol. 35, No 9, p. 116 à 121.

De Verenigde Naties en haar moeilijkheden (L'Organisation des Nations Unies, ses difficultés), Antirevolutionaire Staatkunde, 1965, vol. 35, No 9, p. 201 à 209.

1967

De richtlijn van het Europese gemeenschapsrecht: karakter, functie en rechtsgevolg (Les directives dans le droit de la Communauté européenne : caractère, fonctions et conséquences juridiques), Sociaal-Economische Wetgeving, vol. 15 (1967), No 3, p. 122 à 156.

Communistisch volkenrecht: van non-existent recht tot recht van co-existentie (Droit international communiste : d'un droit inexistant à un droit de la coexistence), Marxisme en Revolutie (ouvrage collectif), Buijten en Schipperheijn, Amsterdam, 1967, p. 223 à 264.

1968

Op het grensgebied van internationaal en nationaal recht. De verjaring van internationale misdrijven (Aux frontières du droit international et du droit national. La prescription des crimes internationaux), Calvinistische Juristen-Vereniging, 1968 (62 pages).

Mini- of kosmopolitiek? Mogelijkheden en grenzen van Nederlands buitenlands beleid (Mini-politique ou cosmo-politique? Les possibilités et les limites de

la politique extérieure des Pays-Bas) (ouvrage collectif); Verslag studiedag Nederlandse equipe, Europese Unie van Christen-democraten, Scheveningen, 3 mai 1968, La Haye, 1968 (55 pages).

1970

De wenselijkheid van een verbod van het gebruik van traangassen in gewapende conflicten, Advies aangeboden aan de Minister van Buitenlandse Zaken op 22 juni 1970 (L'opportunité d'une interdiction de l'utilisation des gaz lacrymogènes dans les conflits armés, Recommandation présentée au Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas le 22 juin 1970), Staatsuitgeverij, La Haye, 1970.

Continentaal plat-arrest (Commentaire sur l'arrêt rendu par la Cour internationale de Justice dans les affaires concernant le plateau continental de la mer du Nord), Ars Aequi, 1970, vol. 19, p. 334 à 341.

1971

Maatregelen ter voorkoming van biologische en chemische oorlogvoering. Rapport aangeboden aan de Minister van Buitenlandse Zaken op 27 april 1971 (Mesures de prévention de la guerre biologique et chimique, rapport présenté au Ministre néerlandais des affaires étrangères le 27 avril 1971), Staatsuitgeverij, La Haye, 1971.

Werken aan een internationle rechtsorde (Instauration d'un ordre juridique international), 25 jaar Verenigde Naties, Amsterdam-Anvers, 1971, p. 122 à 131.

Staten en ondernemingen, Enige opmerking naar aanleiding van de Soedan-arbitrage (Les États et les sociétés commerciales. Quelques observations sur l'arbitrage concernant le Soudan), Uit het Recht: Liber Amicorum, P.J. Verdam, Kluwer, Deventer, 1971, p. 43 à 51.

1973

L'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la Namibie, Netherlands International Law Review, 1973, vol. 20, p. 17 à 36.

IJslandse visserijrechten (Les mesures conservatoires et la Cour internationale de Justice. Observations sur l'ordonnance de la Cour internationale de Justice concernant les mesures conservatoires dans l'affaire de la compétence en matière de pêcheries), Ars Aequi, 1973, vol. 22, p. 55 à 63.

1975

Toetsingsconferentie van de partijen bij het verdrag inzake de niet-verspreiding van kernwapens, Genève, 5-30 mei 1975 (Conférence des Parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, Genève, 5-30 mai 1975) (ouvrage collectif), Staatsuitgeverij, La Haye, 1976.

1978

Nationale soevereiniteit en zelfbeschikking. Verslag van een dagconferentie gehouden op 13 februari 1978 in het Nederlands Congresgebouw, Den Haag, Stichting Volk en Verdediging, 1978 (Souveraineté nationale et autodétermination, rapport d'une conférence tenue le 13 février 1978 dans le bâtiment du Parlement des Pays-Bas, La Haye, 1978), Kontaktbulletin, 1978, vol. 14, No 28.

Militarisme (avec divers collaborateurs), Werkgroep "Kernvraag", La Haye, 1971.

De neutronengranaat en ons veiligheidsstelsel (La bombe à neutrons et notre système de sécurité) (ouvrage collectif), ARP, Evangelische Volkspartij, La Haye, 1978.

De volkenrechtswetenschap en de crisis in het volkenrecht: poging tot een analyse (La science du droit international public et la crise du droit international public : tentative d'analyse), allocution inaugurale, La Haye, 1978, H. D. Tjeenk Willink, Alphen aan den Rijn, 1978 (20 pages).

1979

Questions de politique : droits de l'homme, Overdevelopment, Institut d'études sociales, La Haye, 1979.

Wenkend en wijkend ideaal. De internationale rechtsorde op de Nederlandse politieke hoofdrichtingen (Un idéal attirant et inaccessible. L'ordre juridique international et les grandes tendances politiques néerlandaises), Antirevolutionaire Staatkunde, 1979, vol. 49, No 3/4, p. 139 à 146.

De rechten van de mens en de Christen-democratie (Les droits de l'homme et la démocratie chrétienne), Antirevolutionaire Staatkunde, 1979, vol. 49, No 1, p. 6 à 11.

1980

Le protestantisme et le développement du droit international, Académie de droit international, Recueil des cours, vol. 152 (1976-IV), Sijthoff/Noordhoff, Alphen a/d Rijn, 1980, p. 79 à 118.

De relatie tussen de begrippen vrede en veiligheid (La relation entre les concepts de paix et de sécurité), Atlantische Studies, août 1980, No 3.

De kernwapens en het volkenrecht (Les armes nucléaires et le droit international public), Antirevolutionaire Staatkunde, 1980, vol. 50, No 10/11/12, p. 389 à 406.

1981

Op zoek naar het recht van een nieuwe internationale economische orde: abstractie of realiteit? (À la recherche du droit d'un nouvel ordre économique international : abstraction ou réalité?). Allocution prononcée à l'occasion du

quatre cent sixième anniversaire de la fondation de l'Université de Leyde, Leyden University Press, 1981 (26 pages).

Organisation et intégration internationales (publié en collaboration avec P. J. G. Kapteyn, R. H. Lauwaars, M. van Leeuwen Boomkamp et H. G. Schermers), cinq volumes (vol. I.A – I.B, II.A – II.K), Martinus Nijhoff Publishers, La Haye, 1981-1984.

1982

De vreedzame toepassing van kernwapens en het non-proliferatiebeleid (Les armes nucléaires au service de la paix et la politique de non-prolifération), Kernwapens in beweging, Handboek bij vraagstukken over kernenergie, Koesing, Amsterdam, 1982, p. 334 à 345.

Opschorting samenwerkingsverdrag Suriname (Suspension du Traité de coopération avec le Suriname), N.R.C.-Handelsblad, 13 et 14 décembre 1982.

Volkenrechtelijke toelaatbaarheid van de overdracht Bantustans door Zuid-Afrika aan Swaziland (Admissibilité en vertu du droit international de la transmission des bantoustans par l'Afrique du Sud au Swaziland), N.R.C.-Handelsblad, 28 décembre 1982.

1983

Comment gérer l'héritage de Grotius : Grotius et Van Vollenhoven, Netherlands International Law Review, 1983, vol. XXX, p. 81 à 92.

Actie, harde actie; enkele opmerkingen over de volkenrechtelijke toelaatbaarheid van eenzijdige sanctiemaatregelen (Des mesures, des mesures fermes; quelques observations concernant l'admissibilité de sanctions unilatérales en droit international), Conférence inaugurale du doyen de la faculté de droit de l'Université de Leyde, 6 septembre 1983, Internationale Spectator, décembre 1983, p. 771 à 776.

De VN-Commissie voor de rechten van de mens; een kromme stok voor rechte slagen (La Commission des droits de l'homme de l'ONU : un bâton tordu pour donner des coups droits), Staatkundig Jaarboek, 1983-1984, Leyde, 1983, p. 177 à 192.

1984

Internationale Hof krijgt fris aanzien door uitspraak inzake Nicaragua (L'arrêt rendu dans l'affaire du Nicaragua donne un visage nouveau à la Cour internationale de Justice), N.R.C.-Handelsblad, 12 mai 1984, p. 7.

Amerika brengt internationale rechtsorde ernstige slag toe (Les États-Unis d'Amérique portent un rude coup à l'ordre juridique international), N.R.C.-Handelsblad, 14 avril 1984.

1985

Het woord "recht" komt in haar verhaal niet voor (Le mot "justice" n'apparaît pas dans cette histoire), Dagblad Trouw, 3 octobre 1985.

Amerikaanse houding voor Hof schadelijk voor rechtssysteem (L'attitude des États-Unis devant la Cour internationale de Justice porte préjudice au système juridique), N.R.C.-Handelsblad, 22 janvier 1985, p. 9.

Verenigde Naties en Mensenrechten (L'Organisation des Nations Unies et les droits de l'homme), JASON, Magazine voor Internationale Vrangstukken, octobre-novembre 1985, p. 17 à 19.

Vluchtelingenrechtenbeleid in Nederland, Vluchten kan niet meer (La politique en matière de droits des réfugiés aux Pays-Bas : la fuite n'est pas un refuge), Studium Generale Rijksuniversiteit te Groningen, Groningue, 4 novembre 1985.

Volkenrecht biedt Zuid-Afrika geen grond tot arrestatie van De Jonge (Le droit international public ne permet pas à l'Afrique du Sud d'arrêter De Jonge), N.R.C. Handelsblad, 4 octobre 1985.

1986

Report on Questions Relevant to Torture (Rapport sur des questions concernant la torture) (en collaboration avec des fonctionnaires du Centre pour les droits de l'homme de l'ONU), Rapport à la Commission des droits de l'homme de l'ONU, Genève, 1986 (38 pages).

International Organization and Integration. Student Edition [Organisation et intégration internationales, édition pour étudiants] (publié en collaboration avec P. J. G. Kapteyn, R. H. Lauwaars, M. van Leuuvven Boomkamp, et H. G. Schermers), Martinus Nijhoff, Dordrecht, 1986 (1 075 pages).

Introduction au système international de protection des droits de l'homme, Recueil de cours : textes et sommaires, dix-septième session d'enseignement, Strasbourg, juillet 1986 (21 pages).

L'Organisation des Nations Unies et les droits de l'homme : échecs ou succès?, Paix et sécurité, justice et développement, rapport du Congrès tenu à l'Université de Nimègue, le 7 novembre 1985, à l'occasion du quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, K. C. Wellens (éd.) Nijmegen, 1985, p. 67 à 72.

De internationale verdragen en de rechtspositie van de vreemdeling in Nederland (Les instruments internationaux et le statut juridique de l'étranger aux Pays-Bas), Programme d'études universitaires supérieures, deuxième session; le fugitif en droit international, 13 novembre 1986, p. 1 à 20.

Karakter en looptijd van het Verdrag over Kruisvluchtwapens (Caractère et durée de validité du traité sur les missiles de croisière), Internationale Spectator, janvier 1986, p. 216 à 222.

Röling als beoefenaar van het volkenrecht (Röling en tant que praticien du droit international public), Transaktie, 1986, No 2, p. 113 à 123.

Rapport du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme de l'ONU sur les questions concernant la torture, document de l'ONU E/CN.4/1986/15, février 1986.

Who Tolloed the Death-Bell for Compulsory Jurisdiction? (Qui a sonné le glas de la juridiction obligatoire?), in: Realism in Law-Making, Mart. Nijhoff, 1986, p. 71 à 87.

1987

Rapport du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme de l'ONU sur les questions concernant la torture, document de l'ONU E/CN.4/1987/13, janvier 1987 (29 pages).

Asiezoekers en mensenrechten – het internationale karakter (Les demandeurs d'asile et les droits de l'homme, le caractère international) (ouvrage collectif), Stichting N.J.C.M. Boekerij, No 8, Leyde, 1987, p. 6 à 15.

Armoede, Rijkdom en Recht (Pauvreté, richesse et droit) (en collaboration avec J. van Nieuwenhove, P. J. M. van Tongeren et P. A. M. Meijknecht) Rechtskundige Afdeling van het Thijmgenootschap, No 12, W. E. J. Tjeenk Willink, Zwolle, 1987.

1988

Veertig jaar Universele Verklaring van de Rechten van de Mens (Quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme), Staatscourant, 8 décembre 1988, p. 3 à 6.

Rapport du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme de l'ONU sur les questions concernant la torture, document de l'ONU E/CN.4/1988/17 et Additif, février 1988 (25 pages).

De Verenigde Naties als instrument voor de bescherming van de rechten van de mens (L'Organisation des Nations Unies en tant qu'instrument de protection des droits de l'homme), Recente Ontwikkelingen on het Gebied van de Mensenrechten (Faits nouveaux concernant les droits de l'homme), 1988, No 10, p. 21 à 30.

Ambigüités du droit des réfugiés. Quelques observations sur le concept de pays de premier asile (Fortschritt im Bewusstsein der Grund – und Menschenrechte, Festschrift für Felix Ermacora, octobre 1988, p. 401 à 414.

Het begrip "land van eerste ontvangst" in het Vluchtelingenrecht (Le concept de "pays de premier asile" dans le droit des réfugiés), Justitiële Verkenningen, 1987, No 2, p. 76 à 97.

Meneer is ook een ras! (Les distinctions sociales sont aussi des distinctions raciales, débat concernant l'élimination de la discrimination raciale dans la société néerlandaise). Stichting Meldpunt Rassendiscriminatie, Delft, 1988.

Bescherming van mensenrechten: de effectiviteit van het VN beleid (La protection des droits de l'homme : l'efficacité de la politique de l'ONU), VN Forum, 1988, vol. 1, No 2, p. 1 à 7.

De internationale verplichting tot gelijke behandeling van man en vrouw, pré-advies voor de Emancipatieraad, aangeboden aan de regering (L'obligation internationale de l'égalité de traitement des hommes et des femmes), Emancipatieraad, La Haye, 18 mars 1988 (12 pages).

1989

Humanitaire hulpverlening mensenrechten en het beginsel van non-interventie (L'assistance humanitaire, les droits de l'homme et le principe de la non-intervention), Symposium Volksbewegingen: Partner of Probleem, Studium Generale Katholieke, Université catholique du Brabant, Tilburg, 1989, p. 21 à 28.

Rapport du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme de l'ONU sur les questions concernant la torture, document de l'ONU E/CN.4/1989/15, janvier 1989 (50 pages).

Les droits de l'homme et l'Organisation des Nations Unies, Rapport de la Conférence internationale de Kanagawa sur les droits de l'homme et le citoyen, 1er août 1989, p. 54 à 65.

UN-activiteiten roepen beeld op van slak op teerton (Les activités de l'ONU font penser à une limace sur un baril de goudron), Staatscourant, 1er novembre 1989, p. 6 et 7.

Tendances et faits nouveaux en matière d'asile et d'accueil des réfugiés, Yearbook 1986-1987 of the International Institute of Humanitarian Law, 1er août 1989, p. 153 à 160.

Internationaal Publiekrecht in vogelvlucht (Vue d'ensemble du droit international public), première édition, Wolters-Noordhoff, Groningue, 1989 (255 pages).

Rapport du Rapporteur spécial chargé d'examiner les questions se rapportant à la torture (E/CN.4/1990/17 et Add.1), décembre 1989 (83 pages).

1990

L'interdiction de la torture : problèmes juridiques et sociopolitiques, Folterverbot sowie Religions - und Gewissensfreiheit im Rechtsvergleich, 1er mars 1990, p. 93 à 108.

Existe-t-il un terrain d'entente permettant de formuler une théorie des droits de l'homme et une politique commune des droits de l'homme? Wiener Blätter zur Friedensforschung, 1er mars 1990, p. 8 à 17.

L'évolution du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, Merkouris, 7 janvier 1990, No 4, p. 37 à 42.



L'arbitrage international dans une perspective historique : le passé et le présent, International Arbitration: Past and Prospects, A. H. A. Soons (éd.), 1er mai 1990, p. 23 à 35.

The Ban on Torture – Legal and Socio-political Problems (L'interdiction de la torture : problèmes juridiques et socio-politiques) in Franz Matscher (éd.), The Prohibition of Torture and Freedom of Religion and Conscience, Comparative Aspects. Engel Verlag, 1990.

Les droits de l'homme – panacée universelle? Quelques réflexions sur les "droits de l'homme de la troisième génération" dans Netherlands International Law Review, No 37 (1990), p. 315 à 329.

Les droits de l'homme et le règlement des différends entre États, Leiden Journal of International Law, vol. 3, No 3, décembre 1990, p. 87 à 98.

1991

Humanitarian Law and the Shadowland between Civil War and Civil Strife (Le droit humanitaire et la zone d'ombre entre guerre civile et conflit civil) in A.J.M. Delissen and Tanja (éd.). Humanitarian Law of Armed Conflict. Challenges Ahead, Mart. Nijhoff, 1991, p. 225 à 248.

The Enlargement of the Concept "Threat to the Peace" in the Development of the Role of the Security Council (Élargissement du concept de "menace pour la paix" dans l'évolution du rôle du Conseil de sécurité), Colloque de 1992 de l'Académie du droit international de La Haye, Mart. Nijhoff, 1993, p. 111 à 121.

L'unification de l'Allemagne et le droit international (en collaboration avec Frans G. von der Dunk), Michigan Journal of International Law, vol. 12 (1991), p. 510 à 557.

Inter-State Dispute Settlement in the Field of Human Rights (Règlement des différends entre États dans le domaine des droits de l'homme) in Brus, Muller et Wiemers (éd.), La Décennie des Nations Unies pour le droit international. Réflexions sur le règlement des différends internationaux, Mart. Nijhoff, 1991, p. 87 à 98.

1992

Septième rapport du Rapporteur spécial de l'ONU chargé d'examiner les questions se rapportant à la torture, janvier 1992, et additif au rapport sur une mission de visite en Indonésie et au Timor oriental dans E/CN.4/1992/17 et Add.1, janvier 1992, 107 pages et 21 pages.

The international protection of the rights of minorities; in: The social construction of minorities and their cultural rights in Western Europe, avril 1992, p. 83 à 95.

Rapport de la mission du Rapporteur de la CSCE pour les droits de l'homme en Yougoslavie dans CSCE, février 1992, p. 3 à 16 et annexe.

Maintaining the Peace in the Shadowland between the Old and the New International Order (Le maintien de la paix dans la zone d'ombre entre l'ancien et le nouvel ordre international), dixième Conférence Uhlenbeck, Institut de hautes études universitaires des Pays-Bas, 1992, 20 pages.

The Mountain produced a Mouse (La montagne a accouché d'une souris), réunion d'experts de la CSCE sur le règlement pacifique des différends dans Revue de droit international de Leyde, février 1992, p. 91 à 97.

State Succession and the 1929 Warsaw Convention: a case study (La succession d'États et la Convention de Varsovie de 1929 : une étude de cas) in: Air and Space Law: de lege ferenda, Liber Amicorum Prof. M. H. Wassenbergh, juin 1992, p. 112 à 133.

Zwijgt het recht als de Veiligheidsraad spreekt; Nederlands Juristenblad, juillet 1992, p. 847 à 851 (Observations concernant la décision de la Cour internationale de Justice dans l'affaire Lockerbie).

1994

Human Rights in an interdependent World (Les droits de l'homme dans un monde interdépendant), International Institute of Asian Studies, 1994, 14 pages.

Internationaal Publickrecht in Vogelvlucht (Introduction au droit international) (cinq éditions : 1988, 1990, 1991, 1993, 1994).

(Annotations sur divers arrêts de la Cour Suprême des Pays-Bas portant sur des questions de droit international.)

D. Santiago TORRES BERNÁRDEZ

Né à Vigo (Espagne), le 18 novembre 1929

DIPLÔMES UNIVERSITAIRES

Licence (1952) et doctorat (1959) en droit, Université de Valladolid (Espagne)

Diplôme d'études supérieures européennes (1955) et doctorat en droit (1957),  
Université de Saar (Allemagne)

Docteur en droit honoris causa (1993) de l'Université d'Alcala de Henares  
(Espagne)

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Fonctionnaire au Bureau des affaires juridiques du Secrétariat de l'ONU  
(1959-1980)

Greffier de la Cour internationale de Justice (1980-1986)

Greffier du Tribunal arbitral pour la détermination de la frontière maritime  
entre la Guinée-Bissau et le Sénégal (1988-1989)

Juge ad hoc à la Cour internationale de Justice, en l'affaire du différend  
frontalier terrestre, insulaire et maritime [El Salvador/Honduras, Nicaragua  
(intervenant)] (1989-1992)

FONCTIONS ACTUELLES

Juge ad hoc à la Cour internationale de Justice, en l'affaire concernant la  
délimitation de la frontière maritime et des questions territoriales  
(Qatar/Bahreïn)

Membre de la Cour permanente d'arbitrage (depuis 1987)

Membre de la Commission internationale d'établissement des faits créée en vertu  
du Protocole additionnel I aux Conventions de Genève de 1949 (élu en 1991)

Conseiller juridique en matière d'arbitrage international et d'instances  
judiciaires (cabinet privé)

Conférencier et auteur spécialiste des questions juridiques internationales

Membre du Comité national espagnol pour le cinquantième anniversaire de  
l'Organisation des Nations Unies

Membre de l'Association du barreau de Madrid

Vice-Président de l'organisation non gouvernementale "España con ACNUR"  
("L'Espagne et le HCR")

#### AFFILIATIONS

Membre de l'Institut de droit international (depuis 1981)

Membre de l'Association de droit international

Membre associé de l'Institut hispano-luso-américain de droit international

Membre honoraire de l'Association espagnole des professeurs de droit international

Membre de la Société française pour le droit international

Membre de l'American Society of International Law

#### DISTINCTIONS

Grand-Croix du mérite (Espagne, 1987)

Orden José Cecilio del Valle (Honduras, 1994)

Grand-Croix de l'Orden de Mayo (Argentine, 1995)

#### LANGUES

Espagnol, anglais, français, allemand

#### 1. Cour internationale de Justice : activités et publications

##### a) Activités

Greffier de la Cour internationale de Justice (1980-1986)

Juge ad hoc en l'affaire du différend frontalier terrestre, insulaire et maritime [El Salvador/Honduras, Nicaragua (intervenant)] (1989-1992). Pour l'opinion individuelle du juge Torres Bernárdez jointe à l'arrêt de la Cour en date du 11 septembre 1992, voir : Recueil de la CIJ 1992, p. 629 à 732

Juge ad hoc en l'affaire concernant la délimitation de la frontière maritime et des questions territoriales (Qatar/Bahreïn)

##### b) Publications consacrées aux questions liées à l'organisation, à la compétence et à la procédure de la Cour internationale de Justice

"Consideraciones y reflexiones sobre la interpretación por la Corte Internacional de Justicia de sus propios fallos", Estudios jurídicos en homenaje al Profesor Antonio Rodríguez Sastre, Madrid, 1985

"À propos de l'interprétation et de la révision des arrêts de la Cour internationale de Justice", Recueil d'études en honneur de Roberto Ago, Milan, 1987

"Resignations at the World Court", International Law at a Time of Perplexity, Essays in Honour of Shabtai Rosenne, Dordrecht/Boston/Londres, 1988

"La reciprocidad en el sistema de jurisdicción obligatoria establecido en el Artículo 36, párrafo 2, del Estatuto de la Corte Internacional de Justicia", Cursos de Derecho Internacional de Vitoria, Universidad del Pays Vasco, Vitoria, 1988

"Observations sur la 'non-comparution' devant la Cour internationale de justice", Annuaire de l'Institut de droit international, session de Bâle (vol. 64, I), 1991

"'Reciprocity' in the system of compulsory jurisdiction and in other modalities of contentious jurisdiction exercised by the International Court of Justice", Essays in Honour of Judge Taslim Olawale Elias, Dordrecht/Boston/Londres, 1992

"Spain and the Jurisdiction of the International Court of Justice: From Past to Present", Archiv des Völkerrechts, Band 32, Heft 2, juin 1994

"La función de la Corte Internacional de Justicia en el sistema de la Carta de las Naciones Unidas" Congrès de droit public international, Nations Unies, New York, mars 1995

"L'intervention des États tiers dans la procédure de la Cour internationale de Justice", Académie de droit international, La Haye, juillet/août 1995 (en cours d'élaboration)

2. Arbitrage international : activités et publications

a) Activités

Greffier du Tribunal arbitral pour la détermination de la frontière maritime entre la Guinée-Bissau et le Sénégal, Genève 1988-1989

Conseiller de la délégation de la République argentine devant le Tribunal arbitral international pour le différend relatif à la frontière terrestre entre la borne frontière 62 et le mont Fitz Roy (Argentine/Chili), Rio de Janeiro, 1992-1994

b) Publications

"L'arbitrage interétatique. Avec des références particulières à la Convention européenne pour le règlement des différends du 20 avril 1957", Académie de droit international de La Haye, Colloque sur "Le règlement pacifique des différends internationaux en Europe. Perspectives d'avenir", La Haye, 1990

3. Activités d'enquête internationale

Membre de la Commission internationale d'établissement des faits créée en vertu du Protocole additionnel I aux Conventions de Genève sur le droit international humanitaire, Berne (élu par les États parties en 1991)

4. Codification et développement progressif du droit international : activités et publications

a) Activités

Fonctionnaire à la Division de la codification du Bureau des affaires juridiques du Secrétariat de l'ONU, avec le titre de juriste dans un premier temps (1959-1975), puis comme Directeur adjoint de la Division (1975-1980). Depuis 1975, Secrétaire adjoint de la Commission du droit international et Secrétaire exécutif de plusieurs conférences des Nations Unies consacrées à la codification et au développement progressif du droit international.

Depuis, a fait partie à divers titres du secrétariat de la Sixième Commission de l'Assemblée générale et de la Commission du droit international (pendant 21 sessions consécutives dans les deux cas), de comités spéciaux ou ad hoc créés par l'Assemblée générale, comme le Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États et le Comité préparatoire de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer.

A également participé à une série de conférences diplomatiques tenues sous les auspices de l'ONU aux fins de l'adoption de conventions de codification de certaines matières du droit international, comme la Convention sur les relations diplomatiques (1961), la Convention sur la réduction des cas d'apatridie (1961), la Convention sur les relations consulaires (1963), la Convention sur le droit des traités (1968-1969), la Convention sur la représentation des États dans leurs relations avec les organisations internationales à caractère universel (1975) et la Convention sur la succession d'États en matière de traités (1977-1978). A également participé à l'élaboration par l'Assemblée générale de la Convention sur les missions spéciales (1969).

Outre sa contribution à l'élaboration de conventions, de déclarations, de résolutions, de rapports, de projets d'articles et d'observations par les organes susmentionnés, a aidé à mettre au point et à coordonner des programmes de codification et de développement progressif du droit international. A également conduit la rédaction ou rédigé des études et publications établies par la Division de la codification à la demande de l'Assemblée générale et effectué un grand nombre d'enquêtes et d'études pour le compte de la Commission du droit international et de ses rapporteurs spéciaux sur divers sujets (cours d'eau internationaux, droit des traités, droit international humanitaire, succession d'États, responsabilité internationale des États, etc.).

A été également chargé de la révision finale du contenu, de la structure et de la présentation de l'"Examen d'ensemble du droit international" établi par la Division de la codification en 1970-1971 (Annuaire de la Commission du droit international, 1971, vol. II, deuxième partie).

Conseiller spécial de la délégation espagnole (conduite par le Premier Ministre, M. Felipe González) au Sommet mondial sur l'environnement (La Haye, mars 1989).

b) Publications consacrées aux questions liées à la codification et au développement progressif du droit international

"La Conférence des Nations Unies pour l'élimination ou la réduction des cas d'apatridie", Annuaire français de droit international, vol. VIII, Paris, 1962

"La Conférence des Nations Unies sur les relations consulaires : la Convention de Vienne sur les relations consulaires", Annuaire français de droit international, vol. IX, Paris, 1963

"Examen de la définition de l'agression. Troisième session du Comité créé en application de la résolution 1181 (XII) de l'Assemblée générale (New York, 1965)", Annuaire français de droit international, vol. XI, Paris, 1965

"La obra de desarrollo progresivo y codificación del derecho internacional llevada a cabo por las Naciones Unidas", dans ONU AÑO XX, Tecnos, Madrid, 1966

"Labores de la Comisión Jurídica de la Asamblea General durante el vigésimo período de sesiones. (septiembre/diciembre de 1966)", Revista Española de Derecho Internacional, segunda época, vol. XX, núm. 1, Madrid, 1967

"Labor realizada por la Comisión de Derecho Internacional en su decimonoveno período de sesiones (mayo/julio de 1967)", Revista española de Derecho Internacional, segunda época, vol. XX, núm. 4, Madrid, 1967

"Problems and issues raised by 'crimes of States': An Overview" dans International Crimes of States. A critical Analysis of the ILC's Draft Article 19 of State Responsibility, Institut universitaire européen de Florence, Series A 10, Walter de Gruyter, Berlin/New York, 1989

5. Autres fonctions liées à l'Organisation des Nations Unies

Expert de l'ONU au sein du Comité créé par le Comité international de la Croix-Rouge pour étudier la possibilité de l'interdiction ou de la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (1973)

Membre de la délégation de l'ONU à la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable en cas de conflit armé (1974-1977)

Membre de la Mission d'observation envoyée au Panama par le Secrétaire général de l'ONU pour surveiller le référendum constitutionnel sur la ratification des traités relatifs au canal de Panama (1977)

6. Conseil de sécurité : publications

"Perspectivas en la contribución de las Naciones Unidas al mantenimiento de la paz y la seguridad internacionales : Comentarios y observaciones sobre la Declaración de los Miembros del Consejo de Seguridad de 31 de enero de 1992", Hacia un nuevo orden internacional y europeo, Estudios en homenaje al Profesor Manuel Díez de Velasco, Tecnos, Madrid, 1993 (rédigée en avril 1992)

"Some considerations on the respective roles of the Security Council and the International Court of Justice with respect to 'the prevention of aggravation of disputes' in the domain of the pacific settlement on international disputes or situations", The Qatar International Law Conference on International Legal Issues arising under the United Nations Decade of International Law, (Doha, 22-25 mars 1994) (en cours de publication)

7. Activités scientifiques, universitaires et d'enseignement

Assistant à l'Institut de droit international et de relations internationales de l'Université de Würzburg (Allemagne) (1957-1958)

Directeur d'études au Centre d'études et de recherche en droit international et en relations internationales de l'Académie de droit international de La Haye (1970). Matière : droit des traités

Professeur du Programme étranger de l'Académie de droit international de La Haye (Buenos Aires, 1972). Matière : droit des traités

Professeur dans le cadre du stage de formation régional des Nations Unies pour l'Amérique latine organisé par l'UNITAR (Caracas, 1973). Matière : droit des traités

Professeur à l'Institut Ortega y Gasset de l'Université d'Alcala de Henares de Madrid (1988-1989). Matière : règlement pacifique des différends internationaux

Auteur d'une conférence sur l'arbitrage international lors du colloque organisé par l'Académie de droit international de La Haye sur le thème "Le règlement pacifique des différends internationaux en Europe : perspectives d'avenir" (1990)

Auteur d'une conférence sur les rôles respectifs du Conseil de sécurité et de la Cour internationale de Justice dans la prévention de l'aggravation



des différends à l'occasion de la Conférence sur le droit international du Qatar (Doha, 1994)

Auteur d'une conférence sur le rôle de la Cour internationale de Justice dans le système de la Charte des Nations Unies lors du Congrès de droit international public (New York, 1995)

Professeur à l'Académie de droit international de La Haye (1995).  
Matière : l'intervention de tiers dans la procédure de la CIJ

Conférencier en visite spécialisé dans les questions de droit international dans diverses universités espagnoles (pays basque, Séville, Oviedo, Barcelone, Carlos III de Madrid, etc.)

8. Autres publications consacrées aux questions de droit international ou intéressant les organisations internationales

"L'Espagne et les organisations internationales : le statut international de l'Espagne après la deuxième guerre mondiale et ses conséquences sur sa participation aux activités des organisations internationales (1945-1966)", Annales Universitatis Saraviensis, vol. VI, fasc. 2/3/4, Saarbrücken, 1958

"La participación de España en la organización de Europa", Política Internacional, vol. 35, Madrid, 1958

"La noción jurídica de intervención en la comunidad internacional organizada", Estudios de Derecho Internacional en Homenaje al Profesor Barcia Trelles, Santiago de Compostela, 1958

"Territorial Sovereignty", Encyclopedia of Public International Law, Institut Max Plank, Heidelberg, 1983

"Acquisition of Territory", Encyclopedia of Public International Law, Institut Max Plank, Heidelberg, 1983

"Los órganos subsidiarios : Contribución al estudio de las estructuras de las Organizaciones internacionales", Estudios en Honor del Profesor Antonio Truyol Serra, Madrid, 1986

"Les organes subsidiaires des organisations internationales", Académie de droit international de La Haye, Manuel sur les organisations internationales, La Haye, 1988

"Succession d'États", UNESCO, Droit international. Bilan et perspectives, Paris, 1991

"The uti possidetis juris principle in historical perspective" in Völkerrecht zwischen normativem Anspruch und politischer Realität, Festschrift für Karl Zemaned zum 65. Geburtstag, Dunker & Humblot, Berlin, 1994